



Vienne le jeudi 9 mai 2019

Motion du personnel gréviste

Les enseignants grévistes du Lycée Français de Vienne s'opposent à la « loi de transformation de la Fonction publique » que le gouvernement veut faire adopter avant l'été. Celle-ci aura, si elle est adoptée, des conséquences majeures dans la vie publique de tout.e citoyen.ne.

Il s'agit d'une destruction programmée du statut de fonctionnaire, et de ce qu'il implique en termes d'avancement et de carrière, mais également d'obligations et donc de garanties pour les usagers.

Cette loi est à l'opposé de la conception de l'intérêt général. L'engagement dans les actions syndicales, les poursuites d'action et le ralliement à nos mobilisations s'imposent.

À l'AEFE, les mêmes types de dérives entraînent les mêmes conséquences : annulations de crédit de 10 % de la dotation de fonctionnement, au Lycée Français de Vienne ; ponction d'un million d'euros sur le budget de fonctionnement en 2016.

Dans les zones dites « surdotées en titulaires » comme notre établissement à Vienne, chaque poste libéré est un poste fermé (7 postes l'année dernière et 10 cette année).

Concernant les positions administratives des personnels d'éducation (possibilité de disponibilité pour les titulaires, démission de l'Éducation nationale, contrat local), les conclusions du dernier rapport ne font que précariser l'ensemble des personnels et fragiliser la présence de l'enseignement français hors de France.

Dans le même temps, pour nos collègues du premier degré, de nombreux refus de renouvellements de détachement tombent chaque année, au mépris des situations personnelles et familiales de ces agents, au mépris du travail des équipes pédagogiques et du bon fonctionnement des établissements.

Or c'est précisément le moment qui a été choisi pour affaiblir la représentation des personnels : par la proposition de fusion des différentes instances avec pour conséquence de laisser les personnels se défendre seuls face à l'arbitraire.

Cette version à bas coût de nos missions de service public ne répond en rien aux attentes des familles qui ont fait le choix de notre système d'enseignement français à l'étranger. Elle ne renforcera pas davantage notre diplomatie d'influence, bien au contraire ! Ces projets rétrogrades sont en train de détruire l'histoire de l'AEFE et tout son héritage, comme d'autres projets, sur les mêmes bases, détruisent l'ensemble de la Fonction publique !

Plus que jamais, il est urgent de s'informer et de se battre pour le service public et pour l'éducation !